



Dans le Monde, en Europe comme en France

« TOUTES LES RAISONS D'AGIR ! »

En cette rentrée, la situation internationale et européenne se caractérise par une généralisation de la crise financière et bancaire ; un ralentissement durable de la croissance ; un chômage, une inflation et une insuffisance des rémunérations insupportables ; une explosion des inégalités économiques et sociales, la multiplication de processus guerriers et conflictuels entre Etats. Dans un tel contexte, les questions relatives au pouvoir d'achat, à l'emploi, à la protection sociale, aux statuts, droits et garanties collectives, aux services publics, demeurent au coeur des revendications des salariés, des retraités et des privés d'emploi dont la situation ne cesse de se dégrader.

Pour imposer la prise en compte de ces revendications, l'action et l'intervention des salariés, des retraités, des privés d'emploi demeurent indispensables. C'est pourquoi, aux Finances, à Bercy et dans les institutions économiques et financières, les personnels sont inscrits dans une bataille ayant notamment pour objectif :

- Le développement d'un service public et d'intérêt général, de pleine compétence et de proximité, au service de la satisfaction des besoins sociaux, du plein emploi solidaire et du développement durable.
- La définition de plans pluriannuels de recrutement et de requalification des emplois contrairement à l'annonce de 2 812 suppressions d'emplois de fonctionnaires, en 2009, au Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique et 287 au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.
- La revalorisation significative des salaires, des traitements et des régimes indemnitaires.
- Le maintien et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives qui imposent le retrait du projet de loi dit de la mobilité ayant pour objet principal de permettre le licenciement des fonctionnaires.
- Le développement et le financement des systèmes de protection sociale obligatoire et complémentaire (maladie, retraite...).

Pour la fédération des finances CGT, la satisfaction de ces revendications appelle notamment :

- La mise en échec des objectifs poursuivis par le Gouvernement au travers notamment de la révision générale des politiques publiques et d'intérêt général et de la révision générale des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales).
- Une autre réforme des régimes de retraites et de l'assurance maladie.
- La défense de la réduction du temps de travail à 35 heures.
- De véritables négociations s'agissant de l'indispensable revalorisation des salaires.

Pour gagner sur nos propositions et revendications, la fédération des finances CGT appelle les personnels de Bercy et des institutions économiques et financières à :

- **Se réunir en assemblées générales pour débattre de la situation revendicative.**
- **Participer aux initiatives du 7 octobre prochain (manifestations, rassemblements...) qui seront organisées dans le cadre de la journée mondiale d'action du 7 octobre 2009 initiée par la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et la Confédération Européenne des Syndicats (CES) pour « UN TRAVAIL ET UN SALAIRE DECENT ».**

Montreuil, le 15 septembre 2008